

ROYAUME DE BELGIQUE.
-----KONINKRIJK BELGIE.
-----AVIS DU CONSEIL D'ETAT.
-----ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 12 janvier 1966, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant coordination des lois sur l'emploi des langues en matière administrative", a donné le 23 février 1966 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 12e januari 1966 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende coördinatie van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken", heeft de 23e februari 1966 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

Par lettre du 23 février 1965, le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique demanda au Premier Président du Conseil d'Etat "bij toepassing van de wet van 13 juni 1961 betreffende de coördinatie en de codificatie van wetten, het Coördinatiebureau van de Raad van State te willen belasten met het coördineren van de wetgeving op het gebruik van de talen in bestuurszaken, zoals aangewezen in artikel 57 van de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken".

Répondant à cette demande, le Bureau de coordination établit un projet de coordination qui fut soumis à la Section de législation du Conseil d'Etat le 6 mai 1965. La Section de législation donna le 17 mai 1965 l'avis suivant :

"Le Conseil d'Etat estime n'avoir à formuler que les observations ci-après :

1. Article 36, § 5.

L'article 36, § 5, du projet reprend l'article 35, § 5, de la loi du 2 août 1963, en y remplaçant les mots "selon qu'ils appartiennent à la première catégorie ou aux catégories suivantes" par les mots "selon qu'ils appartiennent au niveau 1 ou aux niveaux suivants". Cette modification apportée au texte originel de la loi serait justifiée par le fait que l'arrêté royal du 16 mars 1964, qui a modifié le statut des agents de l'Etat, a remplacé par quatre niveaux les quatre catégories en lesquelles ces agents étaient répartis.

.../...

Cette mise en concordance du texte légal avec l'arrêté royal du 16 mars 1964 ne serait cependant fondée que s'il était certain qu'en adoptant l'article 35, § 5, le législateur a entendu se référer à la répartition des agents de l'Etat en catégories non seulement telle que le Roi l'avait fixée avant l'adoption de la loi mais également telle qu'il viendrait à la modifier ultérieurement dans le cadre de ses attributions en matière de statut.

Aucune disposition de la loi ni aucun élément des travaux préparatoires ne permet de déterminer **avec** certitude quelle a été la volonté du législateur à ce sujet. Le texte soulève donc un problème d'interprétation.

Un arrêté de coordination des textes légaux ne pouvant être l'occasion pour le Roi de résoudre de tels problèmes, il convient que la coordination future reprenne sans changement l'article 35, § 5.

2. Articles 52 et 53.

A l'article 52 du projet de coordination, il ne semble pas indiqué de reprendre la disposition relative à la compétence du vice-gouverneur de la province de Brabant en matière scolaire, cette disposition devant trouver sa place dans la coordination des lois concernant le régime linguistique de l'enseignement, prévue par l'article 57, 2°, de la loi du 2 août 1963.

Le Conseil d'Etat attire l'attention du Gouvernement sur l'intérêt qu'il y a à procéder à cette coordination dans les délais les plus brefs".

Par lettre du 11 janvier 1966, le Ministre de l'Intérieur a saisi la Section de législation du Conseil d'Etat du projet d'arrêté royal qui fait l'objet du présent avis .

A cette occasion, le Ministre s'exprime notamment dans les termes suivants :

"Mijnheer de Voorzitter,

...

...

Op aanvraag van mijn geachte voorganger had uw College aan het coördinatiebureau opdracht gegeven zich met de coördinatie te belasten. Ofschoon het gepresteerde werk op menig punt alle lof verdient, ben ik toch de mening toegedaan dat er niet voldoende rekening gehouden werd met artikel 57 - inzonderheid met lid 3, 1°, a en b - van de wet van 2 augustus 1963, om volkomen aan het opzet van de wetgever tegemoet te komen. Zulks wordt in bijgaand ontwerp verholpen.

In het voorontwerp van koninklijk besluit wordt alleen verwezen naar vernoemde wetsbepaling omdat ik van oordeel ben, ten aanzien van wat voorafgaat, dat ik alléén de verantwoordelijkheid van de teksten moet dragen en meer bepaald van de teksten die, naar hun indeling en vorm, afwijken van die welke het Coördinatiebureau had voorbereid.

.... "

+

+

+

.../...

Conformément à sa jurisprudence constante, le Conseil d'Etat estime qu'une coordination de textes légaux ne peut comporter ni simplification, ni interprétation, ni rectification sauf habilitation spéciale contenue dans l'autorisation de coordonner.

L'autorisation donnée au Roi par l'article 57, 1°, a, b et c, n'est pas rédigée en des termes particuliers. Elle s'inspire d'une rédaction proposée à plusieurs reprises par le Conseil d'Etat et peut être considérée comme la formule normale ne permettant ni simplification, ni interprétation, ni rectification des textes à coordonner.

Par contre, les points d, e et f de l'article 57 précité accordent au Roi des pouvoirs particuliers propres à la coordination projetée.

L'interprétation à donner au d, tout particulièrement, est d'une importance primordiale pour la coordination de la loi du 2 août 1963 avec les dispositions de la loi du 8 novembre 1962.

L'article 57, 1°, d, dispose, en effet, qu'en vue de la coordination, le Roi peut "ajouter à l'article 8 de la présente loi (=2 août 1963), sous la dénomination "communes de la frontière linguistique" les communes énumérées à l'article 6, § 4, de la loi du 28 juin 1932 susvisée (=article 4, § 1er, de la loi du 8 novembre 1962) et les mentionner sous la même dénomination dans toutes les dispositions à coordonner, applicables à ces communes".

Ainsi, la loi du 2 août 1963 a laissé au Roi le soin d'adapter les dispositions qu'elle contient à la situation précédemment créée par la loi du 8 novembre 1962 qui est relative à la frontière linguistique.

.../...

D après les termes de l'article 57, 1°, d, précité, le statut linguistique des communes de la frontière linguistique semble devoir être identique, mutatis mutandis, à celui des communes citées à l'article 8 de la loi du 2 août 1963, c'est-à-dire :

- 1° les communes de la région de langue allemande de l'arrondissement de Verviers (voir article 5 de la loi du 2 août 1963);
- 2° les communes malmédiennes de l'arrondissement de Verviers (voir article 8, 2°, de la loi du 2 août 1963).

Il y a lieu de constater tout d'abord que, si ces deux catégories de communes sont dotées d'un régime spécial en vue de la protection de leurs minorités, la loi du 2 août 1963 leur a cependant réservé un sort différent, quoique assez semblable. Par exemple, dans les communes de la région de langue allemande, les avis, communications et formulaires destinés au public sont rédigés en allemand et en français. Il en est de même dans les communes malmédiennes mais pour autant que leur conseil communal en décide ainsi.

Ensuite, il faut répéter que le statut linguistique concret des communes de la frontière linguistique ne ressort pas expressément de la loi du 2 août 1963 , mais principalement de la loi du 8 novembre 1962 qui fixait la frontière linguistique. Or, il se fait que le régime linguistique élaboré finalement par la dite loi du 2 août 1963 ne cadre plus entièrement avec le régime de

.../...

la loi du 8 novembre 1962. Par exemple : la loi du 8 novembre 1962 n'impose l'emploi d'une langue déterminée aux services locaux des communes de la frontière linguistique que pour l'établissement des actes. Par contre, les obligations imposées dans le même cas par la loi du 2 août 1963 sont différentes selon qu'il s'agit d'avis, communications ou formulaires (article 11, § 1er), d'actes de l'état civil (article 11, § 4), d'actes qui concernent les particuliers (article 13), de certificats, déclarations ou autorisations à délivrer (article 14).

Le Conseil d'Etat est d'avis que le Roi trouve dans l'article 57, 1°, d, de la loi du 2 août 1963, les pouvoirs pour résoudre les questions qui précèdent, en s'inspirant des données suivantes :

- 1° Les communes de la frontière linguistique sont dotées d'un régime spécial en vue de la protection de leurs minorités.
- 2° Le régime de ces communes n'est pas celui du bilinguisme qui est de règle pour Bruxelles-Capitale et sa périphérie. La langue imposée est d'abord celle de la région.

"Le régime proposé n'est pas du bilinguisme ...

Dans ces communes, la langue de la région reste la langue principale ... "

(Rapport de M. VERROKEN, Documents parlementaires, Chambre des Représentants 1961-1962, n° 194/7, p.41).

La langue de la région est déterminée par l'appartenance de ces communes à l'une des provinces ou des arrondissements administratifs énumérés aux articles 3 et 4 de la loi du 2 août 1963.

.../...

L'article 8, § 3, de la loi du 28 juin 1932, modifiée par la loi du 8 novembre 1962 (article 4, § 3), n'emploie pas l'expression "langue de la région". Cette loi impose l'emploi de la langue qui est déterminée "pour les services intérieurs".

En rapprochant cette notion des dispositions de l'article 10 de la loi du 2 août 1963, on constate que la discordance entre la loi du 8 novembre 1962 et celle du 2 août 1963 n'est qu'apparente. En effet, l'article 10 de la loi du 2 août 1963 impose aux services intérieurs l'emploi exclusif de la langue de la région.

3° L'unilinguisme de base est cependant tempéré en vue de la protection des minorités. C'est en raison de ce tempérament que les communes de la frontière linguistique doivent recevoir un régime linguistique spécial semblable à celui des communes malmédiennes ou des communes de la région de langue allemande.

Le Conseil d'Etat est d'avis que l'article 57, 1°, d, de la loi du 2 août 1963 doit être interprété dans ce sens. Cette interprétation a pour conséquence que, chaque fois que la loi du 2 août 1963 a prévu une dérogation pour les communes malmédiennes et celles de la région de langue allemande, une dérogation semblable - et adaptée - doit être insérée dans les lois coordonnées pour les communes de la frontière linguistique.

Enfin, les pouvoirs particuliers accordés au Roi par l'article 57, 1°, e et f, de la loi du 2 août 1963 ne posent pas de problèmes d'interprétation.

.../...

OBSERVATION RELATIVE A L'ARRETE ROYAL DE PRESENTATION.

Dans son projet d'arrêté royal introduisant la coordination, le Gouvernement inclut l'article 6, § 2, de la loi du 2 août 1963, lequel insérerait un article 5 dans la loi provinciale.

Par sa rédaction même, l'article 6, § 2, de ladite loi du 2 août 1963 s'est incorporé dans la loi provinciale et n'a plus d'existence indépendante. Dès lors, le Roi n'a pas le pouvoir de distraire de la loi provinciale un fragment d'article pour l'incorporer aux textes qu'il peut coordonner en application de l'article 57, 1°, de la loi du 2 août 1963. Au contraire, le f de la même disposition indique clairement la volonté du législateur de ne pas voir insérer dans la présente coordination d'autres dispositions que celles qui règlent la compétence du commissaire du Gouvernement, vice-gouverneur de la province de Brabant.

EXAMEN DU TEXTE.OBSERVATIONS PREALABLES.

1. A différentes reprises, le projet emploie l'expression "communes périphériques" (articles 7, 10, 13, § 3, intitulé de la section IV - articles 24, 27, 37, 39, § 2, etc ...).

.../...

Cette appellation fut utilisée à différentes reprises au cours des débats parlementaires : "communes de la périphérie" (Sénat), "périphérie" (Chambre - Annales, 27 juin 1963, p. 19), "communes de la périphérie bruxelloise" (idem p. 20), "six communes de la périphérie de Bruxelles" (Ch. Annales - séance 9 juillet 1963, p. 7), mais elle n'est pas employée dans les lois à coordonner non plus que dans aucune autre disposition légale ou réglementaire. Il n'appartient au coordonnateur de modifier la rédaction des dispositions qu'il se propose de coordonner ou de substituer des expressions nouvelles à celles dont le législateur s'est servi que lorsque la nécessité s'en impose, en vue d'assurer la concordance des textes ou l'unification de la terminologie. Tel n'est pas le cas en l'espèce.

2. Le projet de coordination fractionne l'article 7 de la loi du 2 août 1963 de telle manière que ses différents éléments se retrouvent dans les articles 7, 10, 23 à 31, 37 et 39, § 2, alinéa 2.

Cet article 7 fut présenté au Parlement par voie d'amendement du Gouvernement le 8 juillet 1963 (Doc. parl. Ch. Repr., session 1962-1963, Doc. n° 331/31) à la suite des entrevues de Val-Duchesse.

Lorsque M. LAROCK, Ministre de l'Education nationale et de la Culture, présenta pour sa part, le projet au Parlement, il s'exprima dans les termes suivants : " ... enfin les six communes de la périphérie de Bruxelles groupées en un arrondissement distinct, ayant son régime propre.

.../...

Je signale en passant que les dispositions relatives à l'enseignement dans ce nouvel arrondissement sont insérées dans le projet "administratif".

Ce n'est peut-être pas une technique législative impeccable. Mais le régime des six communes en question constitue un tout. On a jugé préférable de le laisser d'un seul tenant" (Annales parlementaires, Ch. Repr, séance du 9 juillet 1963, p. 7).

L'article fut adopté à la Chambre des Représentants en séance du 11 juillet 1963.

Compte tenu des circonstances dans lesquelles le régime linguistique des six communes énumérées dans l'article 7 fut élaboré et des déclarations de M. LAROCK, rapprochées des déclarations de M. GILSON, à la même séance de la Chambre, il y a lieu, pour respecter la volonté expresse du législateur, de ne pas fractionner l'article 7, sauf en ce qui concerne les dispositions relatives à l'enseignement.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Article 10.

A l'alinéa 1er, le mot "autres" devant "services" est une addition. Il s'agit d'une erreur matérielle qui ne figure d'ailleurs pas dans le texte néerlandais.

Article 13.

La note de bas de page relative au § 2 de cet article n'est pas suffisamment explicite.

.../...

Elle devrait être complétée comme suit :

"A l'alinéa 2 le mot "française" a été ajouté par souci de concordance avec le texte néerlandais, qui exprime manifestement la volonté du législateur".

Article 14.

Au § 2, alinéa 2, le projet ajoute les mots "le français ou le néerlandais"; il s'agit là d'un commentaire qui ne doit pas figurer dans le texte.

Article 15.

§ 1er. C'est à tort qu'au sujet du § 1er de cet article la note de bas de page énonce que "ce texte comporte les dispositions qui font l'objet de l'article 9, § 2, alinéas 3 et 4, insérés dans la loi du 28 juin 1932 par la loi du 8 novembre 1962, article 4, § 4". Il s'agit de textes rédigés de manière différente et dont la portée n'est pas nécessairement la même. En effet, le législateur de 1963, en abrogeant la loi du 28 juin 1932, a expressément excepté de cette abrogation l'article 9, § 2, alinéas 3 à 12, de cette dernière loi. Il convient donc de reprendre les deux textes dans la coordination.

§ 2. Le projet établi par le Bureau de coordination reprenait dans l'ordre adopté par le législateur les dispositions de l'article 9, § 2, alinéas 3 à 9, de la loi du 28 juin 1932, modifiés par la loi du 8 novembre 1962. Le

.../...

projet du Gouvernement s'écarte de cet ordre, fusionne certains alinéas et en complète d'autres; il ajoute notamment à l'alinéa 2 les mots "et des personnes publiques subordonnées aux communes".

Aussi défendable que puisse être cette rédaction, le projet corrige ainsi le législateur, ce qui n'est pas dans les attributions du coordonnateur. Il convient d'adopter le texte proposé par le Bureau de coordination.

Article 19.

A l'alinéa 1er, le projet du Gouvernement modifie sans nécessité la version française de l'article 18 de la loi du 2 août 1963, en remplaçant le mot "lorsque" par le mot "quand".

Cette observation vaut également pour l'article 34, § 1er, alinéa 3.

Article 20.

Au § 2, alinéa 1er, de la version française, l'indicatif présent est utilisé pour les verbes "valoir" et "être" qui, avec raison, sont conjugués au futur dans l'article 19, § 2, de la loi du 2 août 1963.

.../...

Article 36.

Au § 1er, alinéa 2, le mot "local", qui figure dans la loi après le mot "service", a été omis par erreur.

Article 43.

Au § 6, le projet remplace le mot "cadre" par le mot "rôle" et le Gouvernement explique cette modification en faisant valoir qu'il s'agit de "la correction d'une erreur purement matérielle".

Cette explication n'est pas pertinente : la loi elle-même, dans le même article, utilise la notion de "cadre" et celle de "rôle" en leur donnant des sens différents.

Rien ne permet donc d'affirmer qu'il s'agit d'une erreur du législateur et ce, d'autant moins que le texte tel qu'il a été adopté n'est nullement inapplicable.

Au surplus, il n'appartient pas au Gouvernement d'interpréter la loi dans une coordination.

Article 46.

Au sujet du § 6, il serait utile de noter en bas de page que le délai de cinq ans a commencé à courir le 1er septembre 1963, date de l'entrée en vigueur de la loi du 2 août 1963.

.../...

Article 53.

A l'alinéa 1er de cet article, le texte proposé remplace les mots "par la présente loi", qui figurent dans l'article 42 de la loi du 2 août 1963, par les mots "par les présentes lois coordonnées".

Ce faisant, le Gouvernement perd de vue que la coordination en projet comprend non seulement la loi du 2 août 1963 mais également les dispositions encore en vigueur de la loi du 28 juin 1932, notamment l'article 9, § 2, qui prévoit également des examens, auxquels l'article 42 de la loi du 2 août 1963 n'est pas applicable. Il y a donc lieu d'écrire à l'article 53, alinéa 1er, "les connaissances linguistiques exigées par la loi du 2 août 1963".

Pour la même raison, il importe, à l'alinéa 2 du même article, de remplacer les mots "par les présentes lois coordonnées" par les mots "par la loi", qui sont ceux du texte légal.

Article 65.

A cet article le texte du Gouvernement a pour effet de restreindre la mission du commissaire du Gouvernement à la surveillance de l'application des lois actuelles en matière linguistique. Il conviendrait de rétablir le texte de la loi et d'écrire : "veiller à l'application des lois et règlements relatifs à l'emploi des langues en matière administrative ...".

.../...

Article 67.

Au § 2 de cet article, le projet fusionne deux dispositions qui n'ont pas la même portée. Il convient de les reprendre séparément. En effet, la loi du 8 novembre 1962 règle la sauvegarde des droits des agents en fonction lors de l'entrée en vigueur de la loi, tandis que la loi du 2 août 1963 règle la sauvegarde des droits acquis au moment de l'entrée en vigueur de cette loi.

L'alinéa 3, en ajoutant les mots "personnes publiques subordonnées aux communes", soulève les mêmes observations que l'article 15; ces mots devraient être omis.

TEXTES NON REPRIS DANS LA COORDINATION.

Il conviendrait de reproduire ces textes sous cet intitulé à la suite de l'arrêté de coordination.

...

ALGEMENE OPMERKINGEN.

In een brief van 23 februari 1965 heeft de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt de Eerste Voorzitter van de Raad van State gevraagd : "bij toepassing van de wet van 13 juni 1961 betreffende de coördinatie en de codificatie van wetten, het Coördinatiebureau van de Raad van State te willen belasten met het coördineren van de wetgeving op het gebruik van de talen in bestuurszaken, zoals aangewezen in artikel 57 van de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken".

Hierop heeft het Coördinatiebureau een ontwerp van coördinatie opgemaakt en op 6 mei 1965 aan de Afdeling Wetgeving van de Raad van State voorgelegd. De Afdeling Wetgeving heeft op 17 mei 1965 het volgend advies gegeven :

"De Raad van State meent slechts de volgende opmerkingen te moeten maken :

1. Artikel 36, § 5.

Artikel 36, § 5, van het ontwerp herhaalt artikel 35, § 5, van de wet van 2 augustus 1963 en vervangt daarin de woorden "naar gelang zij tot de eerste klasse of tot de volgende klassen behoren" door "naar gelang zij tot niveau 1 of tot de volgende niveaus behoren". Die wijziging van de oorspronkelijke wetstekst zou hierdoor verantwoord zijn, dat het koninklijk besluit

.../...

van 16 maart 1964, hetwelk het statuut van het Rijkspersoneel gewijzigd heeft, de vier "categorieën" waarin het Rijkspersoneel was ingedeeld, door vier "niveaus" heeft vervangen.

Het in overeenstemming brengen van de wetstekst met het koninklijk besluit van 16 maart 1964 zou echter alleen gegrond zijn, als vaststond dat de wetgever bij de goedkeuring van artikel 35, § 5, rekening heeft willen houden met de indeling van de Rijksambtenaren in categorieën, niet alleen zoals de Koning die had vastgesteld vóór de goedkeuring van de wet, maar ook zoals hij die later mocht wijzigen in het kader van zijn bevoegdheden inzake statuut.

Noch de wetsbepalingen, noch de parlementaire voorbereiding geven uitsluitel over de vraag wat hier de wil van de wetgever is geweest. Er doet zich dus een interpretatieprobleem voor.

Een besluit tot coördinatie van wetsteksten mag voor de Koning geen aanleiding zijn om een zodanig probleem op te lossen. In de toekomstige coördinatie moet artikel 35, § 5, dan ook onveranderd worden overgenomen.

2. Artikelen 52 en 53.

Het komt de Raad niet raadzaam voor, de bepaling betreffende de bevoegdheid van de vice-gouverneur van de provincie Brabant in onderwijszaken over te nemen in

.../...

artikel 52 van de ontwerp-coördinatie; zij zou een plaats moeten krijgen in de coördinatie van de wetten betreffende de taalregeling in het onderwijs, bedoeld in artikel 57, 2°, van de wet van 2 augustus 1963.

De Raad van State moge de aandacht van de Regering vestigen op het belang dat erin gelegen is, die coördinatie binnen de kortst mogelijke tijd tot stand te brengen".

In een brief van 11 januari 1966 heeft de Minister van Binnenlandse Zaken aan de Afdeling Wetgeving van de Raad van State het ontwerp-koninklijk besluit voorgelegd waarop het tegenwoordig advies betrekking heeft.

Hierin zegt de Minister onder meer :

"Mijnheer de Voorzitter,

...

...

Op aanvraag van mijn geachte voorganger had uw College aan het Coördinatiebureau opdracht gegeven zich met de coördinatie te belasten. Ofschoon het gepresteerde werk op menig punt alle lof verdient, ben ik toch de mening toegedaan dat er niet voldoende rekening gehouden werd met artikel 57 - inzonderheid met het derde lid, 1°, a en b - van de wet van 2 augustus 1963, om volkomen aan het opzet van de wetgever tegemoet te komen. Zulks wordt in bijgaand ontwerp verholpen.

.../...

In het voorontwerp van koninklijk besluit wordt alleen verwezen naar vernoemde wetsbepaling omdat ik van oordeel ben, ten aanzien van wat voorafgaat, dat ik alléén de verantwoordelijkheid van de teksten moet dragen en meer bepaald van de teksten die, naar hun indeling en vorm, afwijken van die welke het Coördinatiebureau had voorbereid.

...".

+

+ +

Overeenkomstig zijn vaste rechtspraak, oordeelt de Raad van State dat een coördinatie van wetsteksten geen vereenvoudiging, uitlegging of verbetering mag omvatten, tenzij de machtiging tot coördinatie daartoe speciaal bevoegdheid geeft.

De machtiging welke artikel 57, 1°, a, b en c, aan de Koning verleent, is niet in bijzondere bewoordingen gesteld. Zij gaat uit van een redactie welke de Raad van State reeds vaker heeft voorgesteld en kan worden geacht de normale formule te zijn die geen vereenvoudiging, uitlegging of verbetering van de te coördineren teksten toestaat.

De punten d, e en f van genoemd artikel 57 daarentegen verlenen aan de Koning bijzondere bevoegdheden die speciaal gelden voor de ontworpen coördinatie.

.../...

Vooraf de uitlegging van de tekst onder d is van het allergrrootste belang voor het coördineren van de wet van 2 augustus 1963 met de bepalingen van de wet van 8 november 1962.

Artikel 57, 1°, d, bepaalt immers dat de Koning, met het oog op de coördinatie, "de in artikel 6, § 4, van de bovenvermelde wet van 28 juni 1932 (= artikel 4, § 1, van de wet van 8 november 1962) genoemde gemeenten mag voegen bij artikel 8 van deze wet (= 2 augustus 1963), onder de benaming "taalgrensgemeenten", en ze onder deze benaming vermelden in al de samengevatte bepalingen die toepasselijk zijn op die gemeenten".

Zo heeft de wet van 2 augustus 1963 het aan de Koning overgelaten haar bepalingen aan te passen aan de toestand welke tevoren was ontstaan door de wet van 8 november 1962 die betrekking heeft op de taalgrens.

Volgens genoemd artikel 57, 1°, d, lijkt het taalstatuut van de taalgrensgemeenten, mutatis mutandis, hetzelfde te moeten zijn als dat van de gemeenten genoemd in artikel 8 van de wet van 2 augustus 1963, namelijk :

- 1° de gemeenten uit het Duitse taalgebied van het arrondissement Verviers (zie artikel 5 van de wet van 2 augustus 1963);
- 2° de gemeenten uit het Malmedyse van het arrondissement Verviers (zie artikel 8, 2°, van de wet van 2 augustus 1963).

.../...

Eerst en vooral moet worden vastgesteld dat die beide categorieën van gemeenten weliswaar een bijzondere regeling hebben met het oog op de bescherming van hun minderheden, maar dat de wet van 2 augustus 1963 ze niettemin op een andere, ofschoon vrijwel gelijke wijze heeft behandeld. Bijvoorbeeld, in de gemeenten van het Duitse taalgebied worden de berichten, mededelingen en formulieren die voor het publiek bestemd zijn, in het Duits en in het Frans gesteld. Dat is ook zo in de gemeenten uit het Malmédysse maar voor zover hun gemeenteraad zulks beslist.

Vervolgens moet worden herhaald dat het concrete taalstatuut van de taalgrensgemeenten niet uitdrukkelijk naar voren komt uit de wet van 2 augustus 1963, maar hoofdzakelijk uit de wet van 8 november 1962 die de taalgrens vastlegde. Nu is het zo dat de taalregeling die uiteindelijk werd vastgesteld door genoemde wet van 2 augustus 1963, niet meer volkomen strookt met de regeling van de wet van 8 november 1962. Zo legt de wet van 8 november 1962 het gebruik van een bepaalde taal door de plaatselijke diensten van de taalgrensgemeenten alleen op voor het opmaken van akten. Daarentegen verschillen de verplichtingen welke de wet van 2 augustus 1963 in hetzelfde geval oplegt, naargelang het gaat om berichten, mededelingen of formulieren (artikel 11, § 1),

.../...

akten van de burgerlijke stand (artikel 11, § 4), akten die particulieren betreffen (artikel 13), uit te reiken getuigschriften, verklaringen of machtigingen (artikel 14).

De Raad van State is van advies dat de Koning in artikel 57, 1°, d, van de wet van 2 augustus 1963 de bevoegdheid vindt om al deze kwesties te regelen uitgaande van de volgende gegevens :

- 1° De taalgrensgemeenten hebben een bijzondere regeling met het oog op de bescherming van hun minderheden.
- 2° Voor die gemeenten geldt niet de tweetaligheid die de regel is voor Hoofdstad Brussel en omgeving. De opgelegde taal is in de eerste plaats die van het gebied.

"Het voorgesteld regime staat echter niet gelijk met tweetaligheid ... De streektaal blijft in die gemeenten de hoofdtal ...".

(Verslag VERROKEN, Gedr. st., Kamer van Volksvertegenwoordigers, 1961-1962, nr 194/7, blz. 41).

De taal van het gebied wordt bepaald door het feit dat die gemeenten behoren tot een van de provincies of administratieve arrondissementen, genoemd in de artikelen 3 en 4 van de wet van 2 augustus 1963.

.../...

Artikel 8, § 3, van de wet van 28 juni 1932, gewijzigd bij de wet van 8 november 1962 (artikel 4, § 3), gebruikt de term "taal van het gebied" niet. Die wet schrijft het gebruik voor van de taal die bepaald is "voor de inwendige diensten".

Vergelijkt men dit begrip met de bepalingen van artikel 10 van de wet van 2 augustus 1963, dan stelt men vast dat er slechts een schijnbaar gemis van overeenstemming is tussen de wet van 8 november 1962 en die van 2 augustus 1963. Artikel 10 van de wet van 2 augustus 1963 schrijft immers voor dat in de binnendiensten uitsluitend de taal van het gebied moet worden gebruikt.

3° De basis-eentaligheid wordt echter verzacht met het oog op de bescherming van de minderheden. Daarom ook moeten de taalgrensgemeenten een bijzondere taalregeling krijgen in de zin van die van de gemeenten uit het Malmedyse of van de gemeenten uit het Duitse taalgebied.

De Raad van State is van advies dat artikel 57, 1°, d, van de wet van 2 augustus 1963 in die zin moet worden uitgelegd. Die uitlegging heeft tot gevolg dat, telkens als de wet van 2 augustus 1963 een afwijking vaststelt voor de gemeenten uit het Malmedyse en de gemeenten uit het Duitse taalgebied, een soortgelijke - en aangepaste - afwijking in de gecoördineerde wetten moet worden ingevoegd voor de taalgrensgemeenten.

.../...

Ten slotte geven de bijzondere bevoegdheden welke artikel 57, 1°, e en f, van de wet van 2 augustus 1963 aan de Koning verleent, geen aanleiding tot interpretatieproblemen.

Opmerking betreffende het koninklijk besluit tot coördinatie.

In haar ontwerp-koninklijk besluit dat de coördinatie invoert, neemt de Regering artikel 6, § 2, van de wet van 2 augustus 1963 op, welk artikel een artikel 5 heeft ingevoegd in de provinciale wet.

Door zijn redactie zelf, heeft artikel 6, § 2, van genoemde wet van 2 augustus 1963 plaats genomen in de provinciale wet, zodat het niet meer op zichzelf bestaat. Het is dan zo, dat de Koning een gedeelte van een artikel niet uit de provinciale wet kan lichten om het in te voegen in de teksten welke hij krachtens artikel 57, 1°, van de wet van 2 augustus 1963 mag coördineren. Daarentegen geeft de tekst onder f van dezelfde bepaling duidelijk de wil van de wetgever te kennen om in de onderhavige coördinatie geen andere bepalingen op te nemen dan die welke de bevoegdheid regelen van de Regeringscommissaris, vice-gouverneur van de provincie Brabant.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Voorafgaande opmerkingen.

1. Op verscheidene plaatsen gebruikt het ontwerp de term "randgemeenten - communes périphériques" (artikelen 7, 10, 13, § 3, opschrift van afdeling IV - artikelen 24, 27, 37, 39, § 2, enz. ...).

.../...

Die benaming werd bij herhaling gebruikt in de loop van de parlementaire debatten : "communes de la périphérie" (Senaat), "périphérie" (Kamer, Handelingen, 27 juni 1963, blz. 19), "communes de la périphérie bruxelloise" (idem, blz. 20), "six communes de la périphérie de Bruxelles" (Kamer, Handelingen, vergadering van 9 juli 1963, blz. 7), maar zij komt niet voor in de te coördineren wetten noch in enige andere wets- of verordeningsbepaling. Het staat niet aan de coördinerende overheid, wijzigingen aan te brengen in de redactie van de bepalingen welke zij wil coördineren, of nieuwe termen in de plaats te stellen voor die welke de wetgever heeft gebruikt, tenzij dat volstrekt nodig is voor de overeenstemming van de teksten of voor de eenvormigheid van de terminologie. Dat is hier niet het geval.

2. Het coördinatie-ontwerp splitst artikel 7 van de wet van 2 augustus 1963 op zodanige wijze dat de verschillende bestanddelen ervan komen te staan in de artikelen 7, 10, 23 tot 31, 37 en 39, § 2, tweede lid.

Dat artikel 7 is op 8 juli 1963 aan het Parlement voorgesteld in een amendement van de Regering (Gedr.st., Kamer van Volksvertegenwoordigers, zitting 1962-1963, nr 331/31 na de besprekingen op Hertoginnedal.

Toen de Heer LAROCK, Minister van Nationale Opvoeding en Cultuur, van zijn kant het ontwerp aan het Parlement voorlegde, zegde hij : "... enfin les six communes de la périphérie de Bruxelles groupées en un arrondissement distinct, ayant son régime propre.

Je signale en passant que les dispositions relatives à l'enseignement dans ce nouvel arrondissement sont insérées dans le projet "administratif".

.../...

Ce n'est peut-être pas une technique législative impeccable. Mais le régime des six communes en question constitue un tout. On a jugé préférable de le laisser d'un seul tenant" (Parlementaire Handelingen, Kamer van Volksvertegenwoordigers, vergadering van 9 juli 1963, blz. 7).

Het artikel werd in de Kamer van Volksvertegenwoordigers aangenomen in de vergadering van 11 juli 1963.

Gelet op de omstandigheden waarin de taalregeling van de zes in artikel 7 genoemde gemeenten tot stand is gekomen, en op de verklaringen van de Heer LAROCK, in verband gebracht met de verklaringen van de Heer GILSON in dezelfde vergadering van de Kamer, mag artikel 7, wil men de uitdrukkelijke wil van de wetgever eerbiedigen, niet worden gesplitst, behalve dan voor de bepalingen inzake onderwijs.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Artikel 10.

In het eerste lid van de Franse tekst is het woord "autres" vóór "services" een toevoeging. Het betreft hier een materiële vergissing die overigens niet voorkomt in de Nederlandse tekst .

Artikel 13.

De voetnoot bij § 2 van dit artikel is niet omstandig genoeg.

.../...

Zij zou als volgt moeten worden aangevuld:

"In het tweede lid van de Franse tekst is het woord "française" toegevoegd ter wille van de overeenstemming met de Nederlandse tekst, die kennelijk de wil van de wetgever weergeeft".

Artikel 14.

In de tekst onder § 2, tweede lid, voegt het ontwerp de woorden "het Nederlands of het Frans" toe ; het betreft hier een commentaar die niet in de tekst hoeft voor te komen.

Artikel 15.

§ 1. Ten onrechte zegt de voetnoot in verband met § 1 van dit artikel : "Die tekst bevat de bepalingen die het voorwerp zijn van artikel 9, § 2, leden 3 en 4, ingevoegd in de wet van 28 juni 1932 bij de wet van 8 november 1962, artikel 4, § 4". Het betreft teksten die op verschillende wijze gesteld zijn en niet noodzakelijk dezelfde strekking hebben. Toen de wetgever van 1963 de wet van 28 juni 1932 ophief, heeft hij uitdrukkelijk uitzondering gemaakt voor artikel 9, § 2, alinea's 3 tot 12, van laatstgenoemde wet. Beide teksten moeten derhalve in de coördinatie worden opgenomen.

§ 2. Het ontwerp dat door het Coördinatiebureau werd opgemaakt, heeft in de door de wetgever aangenomen volgorde de bepalingen overgenomen van artikel 9, § 2, derde tot negende lid, van de wet van 28 juni 1932, gewijzigd bij de wet van 8 november 1962. Het Regeringsontwerp wijkt van die volgorde af, versmelt sommige alinea's en vult andere aan ; zo voegt het aan het tweede lid de volgende woorden toe : "en van de openbare personen die aan de gemeenten ondergeschikt zijn".

.../...

Hoeveel daarvoor ook te zeggen is, toch verbetert het ontwerp zodoende de wetgever ; daartoe is de coördinerende overheid niet bevoegd. Men neme de tekst die door het Coördinatiebureau werd voorgesteld.

Artikel 19.

In het eerste lid wijzigt het Regeringsontwerp zonder noodzaak de Franse versie van artikel 18 van de wet van 2 augustus 1963, waar het woord "lorsque" wordt vervangen door "quand".

Deze opmerking geldt ook voor artikel 34, § 1, derde lid.

Artikel 20.

In § 2, eerste lid, van de Franse versie, is de tegenwoordige tijd van de aantonende wijs gebruikt voor de werkwoorden "valoir" en "être", die in artikel 19, § 2, van de wet van 2 augustus 1963 terecht in de toekomstige tijd staan.

Artikel 36.

In de Franse tekst van § 1, tweede lid, is het woord "local", dat in de wet na het woord "service" komt, bij vergissing weggevalen.

.../...

Artikel 43.

In § 6 vervangt het ontwerp de woorden "hetzelfde kader" door "dezelfde rol" ; als uitleg voor die wijziging doet de Regering gelden dat het hier gaat om "het herstellen van een zuiver materiële vergissing".

Die uitleg gaat niet op : de wet zelf gebruikt in hetzelfde artikel het begrip "kader" en het begrip "rol", maar in een verschillende betekenis.

Er is dus hoegenaamd geen grond om aan te nemen dat het hier om een vergissing van de wetgever gaat, des te minder daar de door hem goedgekeurde tekst helemaal niet ontoepasselijk is.

Bovendien mag de Regering in een coördinatie de wet niet uitleggen.

Artikel 46.

In verband met § 6 ware het nuttig in de voetnoot te zeggen dat de termijn van vijf jaar ingegaan is op 1 september 1963, op welke datum de wet van 2 augustus 1963 in werking is getreden.

.../...

Artikel 53.

In het eerste lid van dit artikel vervangt de voorgestelde tekst de woorden "bij deze wet", die voorkomen in artikel 42 van de wet van 2 augustus 1963, door "bij deze gecoördineerde wetten".

Hier verliest de Regering uit het oog dat de ontwerp-coördinatie niet alleen de wet van 2 augustus 1963 omvat, maar ook de nog geldende bepalingen van de wet van 28 juni 1932, onder meer artikel 9, § 2, waarin ook examens voorzien zijn, waarop artikel 42 van de wet van 2 augustus 1963 niet van toepassing is. In artikel 53, eerste lid, moet dus worden gelezen : "de bij de wet van 2 augustus 1963 vereiste taalkennis".

Om dezelfde reden vervange men in het tweede lid van hetzelfde artikel de woorden "bij deze gecoördineerde wetten" door de woorden "bij de wet", die ook in de wetstekst staan.

Artikel 65.

In dit artikel heeft de tekst van de Regering tot gevolg dat de taak van de Regeringscommissaris wordt beperkt tot het toezicht op de toepassing van de huidige taalwetten. De tekst van de wet zou moeten worden hersteld in de volgende lezing : "... met het toezicht over de toepassing van de wetten en verordeningen over het gebruik der talen in bestuurszaken ...".

.../...

Artikel 67.

In § 2 van dit artikel versmelt het ontwerp twee bepalingen die niet dezelfde strekking hebben. Zij dienen afzonderlijk te worden opgenomen. De wet van 8 november 1962 regelt immers de vrijwaring van de rechten van de personeelsleden in dienst bij de inwerkingtreding van de wet, terwijl de wet van 2 augustus 1963 de vrijwaring regelt van de rechten verkregen op het tijdstip van de inwerkingtreding van die wet.

Bij het derde lid, dat de woorden "en van de aan de gemeenten ondergeschikte openbare personen" toevoegt, is hetzelfde op te merken als bij artikel 15 ; die woorden dienen te vervallen.

TEKSTEN DIE NIET IN DE COORDINATIE ZIJN OPGENOMEN.

Die teksten dienen onder dit opschrift te worden overgenomen na het eigenlijk coördinatiebesluit.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : G. HOLOYE,
de Heren :

conseiller d'Etat, président
staatsraad, voorzitter

G. VAN BUNNEN,
J. MASQUELIN,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. ROLAND,

assesseurs de la
section de législation,

R. PIRSON,

bijzitters van de
afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE,

greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.G. VAN BUNNEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M.J. COOLEN, substitut.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) G. DE LEUZE.

(s) G. HOLOYE.